



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Accord-cadre de prestations de sûreté et de sécurité
incendie des bâtiments relevant de la préfecture de
région d'Île-de-France et de Paris**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Le présent CCAP contient, hors page de garde et sommaire, 44 pages

Représentant du pouvoir adjudicateur : le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris.

Prescripteur : Service Général du Soutien Opérationnel (SGSO)

Bureau des achats courants et de soutien : Bureau Régional des Achats (BRA)

Procédure de passation : Procédure adaptée conformément à l'article R. 2123-1 3° du code de la commande publique.

Référence de la consultation : 2025_GARDIENNAGE_PRIF

Secrétariat général aux moyens mutualisés
Service des achats et des finances
Bureau régional des achats

SOMMAIRE

PRÉAMBULE : CONTEXTE DE PASSATION DE L'ACCORD-CADRE	1
ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	1
ARTICLE 2 - PROCÉDURE DE CONSULTATION.....	2
ARTICLE 3 - FORME DE L'ACCORD-CADRE	2
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 5 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 6 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 8 - CO-TRAITANCE	6
ARTICLE 9 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	7
ARTICLE 10 - PRESTATIONS SIMILAIRES.....	8
ARTICLE 11 - CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	8
ARTICLE 12 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	10
12.1 REPRÉSENTATION DES PARTIES	10
12.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur	10
12.1.2 Représentation du titulaire	10
12.2 CONDITIONS D'EXECUTION	11
12.2.1 Lieu d'exécution des prestations.....	11
12.2.2 Délai d'exécution.....	11
12.2.3 Remplacement du personnel du titulaire	12
12.2.4 Régime de propriété intellectuelle	13
12.2.5 Passation et émission des bons de commande.....	13
12.3 MODALITES DE CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
12.3.1 Généralités sur les opérations de vérification.....	15
12.3.2 Décision après vérifications.....	16
12.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
12.4.1 Obligations légales concernant les conditions d'exercice des activités de sûreté et de sécurité.....	17
12.4.2 Obligations de conseil	17
12.4.3 Obligations d'information.....	17
12.4.4 Obligations de sécurité	18
12.4.5 Obligations de confidentialité et de secret professionnel	19
12.4.6 Obligation de respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.....	20

12.4.7 Obligation de signalement des troubles à l'ordre public au sein des locaux de la préfecture ; et de respect des principes de neutralité et de laïcité pour les salariés du prestataire	20
12.4.8 Obligation de revue financière et horaire de l'accord-cadre	20
12.4.9 Suivi des prestations.....	21
ARTICLE 13 - REPRISE DU PERSONNEL.....	22
ARTICLE 14 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	23
ARTICLE 15 - CLAUSE SOCIALE	24
ARTICLE 16 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE	25
16.1 FORME DES PRIX	25
16.2 CONTENU DES PRIX.....	26
16.3 REVISION DES PRIX.....	26
16.3.1 Périodicité de la révision.....	26
16.3.2 Modalité de calcul de la révision.....	27
16.3.3 Règle d'arrondis	27
16.3.4 Modalités pratiques	27
16.3.5 Clause butoir	28
16.3.6 Clause de sauvegarde.....	28
ARTICLE 17 - MODALITÉS FINANCIÈRES	28
17.1 MODALITE DE FACTURATION	28
17.1.1 Acomptes.....	30
17.1.2 Avances.....	30
17.2 TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES FACTURES	31
17.3 DELAI DE PAIEMENT DES PRESTATIONS	32
17.4 INTERETS MORATOIRES.....	32
17.5 RETENUE DE GARANTIE.....	32
17.6 CESSIION ET NANTISSEMENT	33
17.7 PAIEMENT PAR CARTE D'ACHAT	33
ARTICLE 18 – PÉNALITES.....	33
ARTICLE 19 - ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ.....	34
19.1 ASSURANCE	34
19.2 RESPONSABILITE	35
ARTICLE 20 - TRANSMISSION DES DOCUMENTS FISCAUX, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX	35
20.1 OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES	35
20.2 COMMUNICATION DU BILAN D'EMISSIONS DES GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES).....	37
ARTICLE 21 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	38

ARTICLE 22 – DISPOSITIONS DIVERSES	38
22.1 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	38
22.2 LANGUE	38
22.3 ENGAGEMENT DANS LA DEMARCHE RELATIONS FOURNISSEURS ACHATS RESPONSABLES (RFAR)	39
ARTICLE 23 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	39
ARTICLE 24 - LITIGES ET CONTENTIEUX.....	40
ARTICLE 25 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	40
ANNEXE 1 – MODÈLE PORTANT SUR LA COMPOSITION DE LA MASSE SALARIALE SOUMISE A REPRISE FOURNIS PAR LE TITULAIRE SORTANT	41
ANNEXE 2 – QUESTIONNAIRE PORTANT SUR L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS.....	42
ANNEXE 3 – TABLEAU DES PÉNALITÉS.....	44

PRÉAMBULE : CONTEXTE DE PASSATION DE L'ACCORD-CADRE

L'État s'est engagé dans une conduite de changement en matière d'achats.

Celle-ci se décline par l'optimisation des dépenses, le respect des considérations sociales comme l'égalité femme-homme et la lutte contre les discriminations ainsi que la protection de l'environnement.

Elle permet aux opérateurs économiques de répondre aux besoins de l'État conformément aux principes d'égalité de traitement des candidats et de libre concurrence.

À cette fin, le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris entend conclure un accord-cadre en vue de bénéficier de prestations visant à garantir la sûreté et la sécurité des personnes et des biens, en ce qui concerne, les bâtiments relevant de la préfecture de région d'Île-de-France et de Paris.

Il doit permettre à la préfecture d'assumer sa responsabilité environnementale et sociale, tout en apportant des gains économiques.

Enfin, il s'inscrit dans une démarche de meilleure mise en œuvre des considérations de développement durable.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent cahier des clauses administratives particulières (ci-après CCAP) précise les modalités de mise en œuvre contractuelle et administrative de l'accord-cadre ayant pour objet la prise en charge et la réalisation, par des agents professionnels qualifiés et habilités, des prestations visant à garantir **la sûreté et la sécurité des personnes et des biens en ce qui concerne les bâtiments relevant de la préfecture de région d'Île-de-France et de Paris**, y compris ceux des directions régionales et de leurs implantations départementales bénéficiant des missions de soutien assurées dans le cadre du périmètre du Secrétariat général aux moyens mutualisés de ladite préfecture.

Ces bâtiments sont, à titre principal :

- « Le Ponant I », sis 5 rue Leblanc, 75015 Paris ;
- « L'hôtel de Noirmoutier », sis 138 rue de Grenelle, 75007 Paris ;
- « Oscar Niemeyer », sis 32 rue Jean Jaurès, 93200 Saint-Denis.

Ces bâtiments sont, à titre complémentaire :

- Les directions régionales et leurs implantations départementales, relevant des missions de soutien assurées dans le cadre du périmètre du

Secrétariat général aux moyens mutualisés conformément à l'arrêté n°IDF-2023-12-20-00005-75-2023-12-20-00010 du 20 décembre 2023 portant organisation de la préfecture de la région d'Ile-de-France et de Paris :

- **La direction régionale des affaires culturelles (DRAC) ;**
- **La direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRIAAF) ;**
- **La direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIETS).**

Comme indiqué à l'article 1.1 du CCTP, la localisation des directions régionales et leurs implantations départementales sera communiqué ultérieurement au titulaire, au gré du besoin exprimé, par le prescripteur.

Cette liste est susceptible d'évoluer au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Sur le fondement des articles 10 et 11 du présent CCAP, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'intégrer ou de retirer, au cours de la durée de validité de l'accord-cadre, des bâtiments qui relèvent ou seraient amenés à relever de son périmètre.

L'accord-cadre ne comporte ni tranche, ni phase, ni option, ni variante.

ARTICLE 2 - PROCÉDURE DE CONSULTATION

L'accord-cadre est passé selon la **procédure adaptée**, réalisée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le contrat auquel se rattache le présent CCAP est un **accord-cadre mono-attributaire** conclu conformément aux dispositions de l'article L. 2125-1 1° du code de la commande publique.

Il ne comporte pas de minimum et prévoit **un montant maximum de de quatre-millions-deux-cent-mille euros hors taxes (4 200 000 € HT).**

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement.

Ce montant est établi pour la durée totale du marché - durée ferme et reconductions comprises

Le, présent accord-cadre s'exécute par **bons de commande**, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 à R. 2162-14 et suivants et R. 2191-16 à R. 2191-19 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre distingue :

- Des prestations récurrentes (forfait) comprenant la surveillance et le gardiennage permanent des bâtiments décrits au CCTP ;
- Des prestations ponctuelles (unité) destinées à assurer des renforts, à l'occasion de manifestations, ou autres circonstances prévues au CCTP.

L'accord-cadre, objet de la présente consultation, est un **marché de prestations de services**.

ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique suivant lesquelles la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations, **le présent accord-cadre n'est pas alloti**.

ARTICLE 5 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date ci-après et non celle de notification.

Le présent accord-cadre est conclu pour **une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de début d'exécution des prestations** fixé au plus tôt à la date du 27 avril 2025 (date du terme du précédent marché au 26 avril 2025, le soir) et au plus tard à la date indiquée lors de la notification.

Dans cette dernière hypothèse, conformément à l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur et le soumissionnaire retenu pourront **procéder à une mise au point concernant la date de démarrage des prestations**, si la date de notification était ultérieure au 27 avril 2025.

Celle-ci sera alors annexée à l'acte d'engagement (ATTRI1).

La **date d'anniversaire de l'accord-cadre** correspond à celle de la date de début d'exécution des prestations.

Sur le fondement de l'article R. 2112-4 du CCP, il **peut être reconduit deux (2) fois, par périodes de douze (12) mois** sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois fermes.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

En cas de non reconduction, le **représentant du pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire au plus tard un (1) mois avant la fin de la période initiale ou de la période de reconduction de l'accord-cadre** par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Si elle a lieu, la non-reconduction de l'accord-cadre ne donne lieu à aucune indemnité pour le titulaire.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins et peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent s'exécuter jusqu'à six (6) mois après l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre sous réserve qu'ils aient été émis avant cette date.

ARTICLE 6 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont classées par ordre de prévalence décroissant :

- L'acte d'engagements (ATTR1 - AE) et l'annexe financière (bordereau des prix) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses technique particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 consultable via le lien suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- le cadre de mémoire technique ainsi que le mémoire technique ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les pièces modificatives de l'accord-cadre : mises au point, actes modificatifs, etc..., le cas échéant.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les pièces générales sont réputées être connues par le titulaire.

Celui-ci ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus ni des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous textes administratifs nationaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son

activité pour l'exécution du présent accord-cadre, notamment mais pas seulement, le code de la sécurité intérieure.

Il est rappelé qu'aucune clause portée par les conditions générales de vente d'un titulaire ne saurait être opposée à la préfecture de région Île-de-France et de Paris dans le cadre du présent accord.

L'accord-cadre est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé par le représentant du pouvoir adjudicateur dans ses locaux et fait seul foi en cas de contestation.

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du Code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre a la possibilité de sous-traiter une partie des prestations **à condition d'avoir obtenu, du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans un acte spécial de sous-traitance.**

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Il peut être recouru à la sous-traitance au moment de la remise des offres, lors de la phase de consultation de l'accord-cadre.

Dans ce cas, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées.

Il fournit notamment au représentant du pouvoir adjudicateur une déclaration avec les informations suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le titulaire remet au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance sous la forme du formulaire ATTR12 téléchargeable via le lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le titulaire peut également présenter un sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Dans ce cas, le titulaire remet au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance sous la forme du formulaire DC4 téléchargeable via le lien suivant ;

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatées par la signature de l'acte spécial de sous-traitance.

Il est précisé que chaque sous-traitant présenté doit faire l'objet d'un formulaire ATTR12 ou DC4 distinct, y compris en cours d'exécution.

Les informations relatives à la sous-traitance sont consultables via le lien suivant :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/notices_dc/notice-dc4-2019.pdf

ARTICLE 8 - CO-TRAITANCE

Les soumissionnaires peuvent déposer une offre en qualité de candidat individuel, ou en qualité de membre d'un groupement d'opérateurs économiques.

Les dispositions relatives aux groupements d'opérateurs économiques sont précisées aux articles R. 2142-19 et suivants du CCP et consultables via le lien ci-après :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/gme.pdf

Dans ce cadre, une « bourse à la cotraitance » est accessible aux soumissionnaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

Il s'agit d'un outil de mise en relation pour faciliter la création de groupements d'opérateurs économiques.

Les informations sur ce dispositif sont consultables au lien ci-après :

La forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement devra être solidaire.

Les soumissionnaires groupés désignent expressément dans la candidature et dans l'offre, un mandataire unique, habilité à représenter l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et des bénéficiaires de l'accord-cadre.

Pour le présent accord-cadre, chaque soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre en agissant en qualité soit de soumissionnaire individuel, soit de membre d'un seul groupement.

En effet, il est interdit à un candidat de présenter pour cet accord-cadre, plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de dépôt des candidatures et la date de signature du marché public, sauf dans les cas prévus par l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique.

Sur le fondement de l'article R. 2142-25 du CCP, il est précisé qu'au stade de l'analyse des offres, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale.

Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter l'accord-cadre.

ARTICLE 9 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS, **le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de l'accord-cadre** soit :

- lorsque celui-ci n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux prescriptions de l'accord-cadre ;
- en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, conformément à l'article 3.1.1 du CCTP, applicable également aux prestations ponctuelles prévues à l'article 2.3 du CCTP ;
- en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcé aux torts du titulaire ;
- en cas de recours à l'article 5.4.2 du CCTP.

Le titulaire de l'accord-cadre résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques.

Il doit cependant fournir toute information recueillie et moyens mis en œuvre qui seraient nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre par le tiers désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire.


La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 10 - PRESTATIONS SIMILAIRES

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra **passer un marché, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent accord-cadre**, conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, notamment pour répondre à des besoins qui ne seraient pas couverts pour les bâtiments dépendant de la préfecture d'Ile-de-France et de Paris et/ou pour répondre à des besoins sur d'autres bâtiments qui seraient amener à dépendre de la préfecture d'Ile-de-France et de Paris (ajout).


La durée pendant laquelle ces **nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification** du présent accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 11 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

 En application des dispositions de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, **le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire évoluer, par retrait, la liste des bâtiments relevant de la préfecture de région d'Ile-de-France et de Paris**, dans le cadre des prestations récurrentes et ponctuelles, sans limitation financière et/ou technique.

Chaque retrait est effectué par un acte modificatif au marché et par un bon de commande rectificatif.

En cas de retrait d'un ou de plusieurs bâtiments, toutes les prestations concernant ces bâtiments sont de facto résiliées à la date convenue dans l'acte modificatif, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

 En application des dispositions de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, **le titulaire unique peut proposer au représentant du pouvoir adjudicateur, la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer en cours d'exécution de l'accord-cadre.**

Ce remplacement peut intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité ;
- cession de contrat ;
- décès ;
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles ;
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.


Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen le représentant du pouvoir adjudicateur **accepte ou non la mise en œuvre de la substitution.**

Le cas échéant, les parties à l'accord-cadre conviennent, par acte modificatif, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par ces circonstances sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

 En outre, le représentant du pouvoir adjudicateur **pourra faire évoluer son besoin concernant les personnels assurant les prestations de sûreté et de sécurité :**


1. Dans l'hypothèse, **de retrait de bâtiments ou de substitution de la qualification d'un agent du titulaire au profit d'un autre, de l'ajout ou du retrait d'un agent d'un bâtiment**, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra redéfinir la constitution de l'équipe de sûreté et de sécurité incendie permanente inscrite à l'article 3.1.1 du CCTP selon les mêmes conditions financières que les prix initiaux.
2. **Dans l'hypothèse d'un ajout de lignes à l'annexe financière** (bordereau des prix), notamment en ce qui concerne la forfaitisation des agents de sécurité "opérateur rayons X" (agent filtrage RX).

Chaque ajout ou retrait est effectué par un acte modificatif au marché et par un bon de commande rectificatif ou supplémentaire.

Le montant de la modification, dans l'hypothèse n°2 **ne peut être supérieur à dix pour cent (10 %) du montant de l'accord-cadre initial.**

Plusieurs modifications successives pourront être effectuées, dans la limite d'une (1) par année d'exécution de l'accord-cadre. L'année d'exécution étant définie comme le créneau entre deux dates anniversaire de début d'exécution des prestations.

Cette limite s'appliquera alors au montant de chaque modification.

 Enfin, l'accord-cadre pourra être modifié **en cas de disparition d'un indice ou d'un index figurant dans la clause de révision de prix**, ou en cas de **modification réglementaire affectant la mission confiée au titulaire en exécution du présent accord-cadre.**

Les actes modificatifs à l'accord-cadre sont conclus par le BRA.

ARTICLE 12 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

12.1 Représentation des parties

12.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Etat, représenté par le préfet de région d'Ile-de-France, Préfet de Paris.

Le prescripteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations décrites dans le présent accord-cadre.

Lors de la notification de l'accord-cadre, le prescripteur indiquera plus précisément au titulaire, les interlocuteurs chargés du suivi de l'exécution des prestations.

Le prescripteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

12.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs habilités à le représenter auprès du représentant du pouvoir adjudicateur, du prescripteur et du BRA pour les besoins de l'exécution, administrative, financière comme technique, de l'accord-cadre.

Ce ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Le titulaire informe, sans délai, le prescripteur et le BRA de toute modification ultérieure, le cas échéant.

12.2 Conditions d'exécution

12.2.1 Lieu d'exécution des prestations

Pour les prestations de sûreté et de sécurité des personnes et des biens, les sites sont définis à l'article 1 du CCTP.

Cette liste est susceptible d'évoluer au cours de l'exécution de l'accord-cadre, notamment en cas de suppression ou d'ajout de sites.

12.2.2 Délai d'exécution

La notification de l'accord-cadre fait courir une période de préparation prévue à l'article 5.7.2 du CCTP, pendant lequel le titulaire prend connaissance des spécificités des sites, et assure la liaison avec le titulaire du précédent accord-cadre.

Les bons de commande émis par le prescripteur fixent les périodes d'exécution des prestations. A défaut, le point de départ du délai d'exécution des bons de commande est leur date de notification.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations dans les délais mentionnés sur le bon de commande, ainsi que dans le CCTP, selon les prescriptions définies.

En cas de non-respect de cette obligation, il pourra être appliqué au titulaire les pénalités prévues à l'article 18 du CCAP.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, **il n'est pas admis de report de l'exécution des prestations : le point de départ de l'exécution des prestations est impératif.** Une intervention commencée en retard est tenue pour incomplètement exécutée.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Si une urgence absolue se présente, engendrant une mise en péril des personnes et/ou une possible dégradation des bâtiments, le recours à une tierce entreprise pour une intervention immédiate est possible, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou se prévaloir d'un manque à gagner pour exiger une indemnité, notamment vis-à-vis de l'article 9 du présent CCAP.

12.2.3 Remplacement du personnel du titulaire

Le personnel du titulaire affecté à l'exécution de l'accord-cadre, en ce qui concerne les prestations récurrentes, doit être à effectif constant, à charge pour le titulaire de pourvoir au remplacement des personnels absents.

En cas de modification de la liste des personnels intervenant dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire doit en avvertir le prescripteur par tout moyen écrit, et lui présenter le profil du (des) nouvel(aux) intervenant(s) **dans un délai de cinq (5) jours maximum à compter de l'indisponibilité.**

Le remplacement d'intervenants ne modifie pas les échéances inscrites au calendrier d'exécution du présent accord-cadre, ni la date de référence servant au calcul des pénalités.

En outre, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le prescripteur se réserve le droit d'effectuer les contrôles de sécurité nécessaires sur le personnel du titulaire. Le cas échéant, de demander le remplacement d'un ou plusieurs intervenants du titulaire pour ce motif ou d'autres qui lui seront communiqués.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

La qualification du (des) personnel(s) de remplacement doit être égale ou supérieure à celle du (des) personnel(s) affecté(s) à l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du prescripteur **dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.**

Le titulaire procède alors **au remplacement des intervenants dans un délai maximal de quarante-huit (48) heures à compter de l'approbation du prescripteur.**

Si le prescripteur réfuse le remplaçant, les mêmes délais s'appliquent

Le non-respect de ce délai entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

12.2.4 Régime de propriété intellectuelle

Les transferts de licence prévus aux articles 3.2.1.b, 3.2.1.c et 3.2.1.e s'effectuent dans le cadre défini par les articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

12.2.5 Passation et émission des bons de commande

Chaque prestation prévue par l'accord-cadre fait l'objet de l'émission d'un bon de commande par le prescripteur, sur la base de l'annexe financière (bordereau des prix) annexée à l'acte d'engagement du présent accord-cadre dans la limite du montant maximum prévu à l'article 3 du présent CCAP.

Une prestation non décrite à l'annexe financière et/ou pour un bâtiment non inclus dans le périmètre défini à l'article 1 du CCTP ne peut faire l'objet d'un bon de commande conclu sur le fondement de l'accord-cadre.

Ils sont notifiés par la voie électronique au titulaire, à l'adresse mentionnée dans l'acte d'engagement.

Les premières commandes pourront être passées **dès le lendemain de la notification de l'accord-cadre au titulaire mais ne pourront débuter qu'à partir de la date de début d'exécution des prestations prévues à l'article 5 du présent CCAP.**

Le bon de commande fait l'objet d'un engagement budgétaire préalable, hors cas spécifique d'utilisation de la carte d'achat prévue à l'article 17.7 du présent CCAP.

La transmission du bon de commande comporte obligatoirement le numéro d'engagement juridique correspondant.

Le simple retour d'un devis, même signé, ne vaut pas commande ferme.

Seule l'émission d'un bon de commande vaut demande d'intervention

L'annexe technique du bon de commande (devis, fichier Excel, etc...) détaille les prestations attendues et leurs délais.

Lorsque qu'un événement impacte une partie du bon de commande (retrait d'un bâtiment, substitution d'une qualification d'un agent pour une autre, perte d'intérêt d'une prestation ponctuelle. Cette énumération n'est pas exhaustive), tout commencement d'exécution donne lieu au paiement des prestations à hauteur des prestations réalisées.

Si la prestation est annulée avant la réalisation de l'évènement, la prestation ne sera pas facturée par le titulaire, quelle qu'en soit la cause.

Les bons de commande annuels et ponctuels sont adressés au titulaire par le prescripteur.

- Les bons de commande annuels sont le support des prestations récurrentes, sur la base des prix forfaitaires. Si la prestation récurrente fait l'objet de modification (notamment en rapport avec l'article 11 du présent CCAP), un bon de commande rectificatif ou supplémentaire sera émis pour la durée annuelle restante.

Le calendrier d'exécution des prestations est convenu entre le prescripteur et le titulaire, conformément à l'article 3.1.1 du CCTP.

- Les prestations ponctuelles sont déclenchées par l'émission de bons de commande dits ponctuels, selon les besoins à satisfaire et leur survenance, conformément à l'article 2.3 du CCTP.

Dans certains cas particuliers, des prestations urgentes (article 5.3.3 du CCTP) peuvent être nécessaires, sans pouvoir être déclenchées dans les conditions décrites précédemment.

Elles sont régularisées ultérieurement par l'émission d'un bon de commande a posteriori, notamment si l'intervention immédiate est requise (pour des raisons de sécurité, par exemple).

Chaque bon de commande précise notamment :

- 📄 le numéro et la date du bon de commande ;
- 📄 la référence de l'accord-cadre auquel il se rattache ;
- 📄 la référence du devis auquel il se réfère, s'il y a lieu ;
- 📄 les références et les quantités des prestations commandées (avec leurs prix unitaires ou forfaitaires) ;
- 📄 le montant total du bon de commande (calculé sur la base des prix du marché), hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- 📄 la date de la commande ;
- 📄 la date de début d'exécution du bon de commande ;
- 📄 la date de fin d'exécution du bon de commande ;
- 📄 le délai d'exécution de la prestation (conformément aux prescriptions du CCTP) ;
- 📄 le lieu d'exécution du bon de commande ;
- 📄 le nom et l'adresse du bénéficiaire ;
- 📄 le nom et l'adresse du titulaire ;
- 📄 le nom et l'adresse du comptable assignataire ;
- 📄 toute autre information jugée nécessaire à la commande, le cas échéant.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard six (6) mois après la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

Toutefois, lorsque la résiliation est prononcée en raison des manquements du titulaire à ses obligations contractuelles, le représentant du pouvoir adjudicateur peut choisir de résilier, par le même acte, les bons de commande déjà émis.

12.3 Modalités de contrôle de l'exécution des prestations

12.3.1 Généralités sur les opérations de vérification

La constatation de l'exécution des prestations (vérification) est réalisée par le SGSO en sa qualité de prescripteur de l'accord-cadre.

Les opérations de contrôle des prestations ont pour but de vérifier la correspondance quantitative et qualitative entre les prestations fournies et les spécifications de l'accord-cadre.

Le prescripteur procède aux opérations de vérification qu'il estime nécessaire via un de ses représentants, à tout moment durant l'exécution des prestations à l'occasion de l'intervention des personnels du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du prescripteur toutes les informations et documents nécessaires à la réalisation de ces contrôles.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'assiste pas aux vérifications (le prescripteur l'en informe toutefois) sauf demande du prescripteur.

Ces vérifications sont effectuées, notamment mais non limitativement, par le contrôle :

- des documents dont la tenue est prévue au CCTP ;
- de la présence à leur poste des agents du titulaire ;
- de l'état des dispositifs dont le titulaire doit assurer le bon fonctionnement (fermeture de portes, armements de dispositifs incendie...).

Le service fait est constaté, si les vérifications sont positives, après la validation par le prescripteur de prestations détaillées dans le CCTP.

En l'absence de remarques ou de contestations de la part du prescripteur dans le délai de quinze (15) jours visé par l'article 28.2 du CCAG-FCS, l'admission des prestations est réputée acquise.

12.3.2 Décision après vérifications

Le prescripteur fait connaître sa décision prise sur la base des observations consignées et motivées dans les meilleurs délais au titulaire, soit :

1. **d'admission** de la prestation ;
2. **d'admission partielle de la prestation dans l'attente de corrections par l'application d'une réfaction**, c'est-à-dire le paiement du solde diminué des anomalies constatées. L'admission partielle ne donne droit cependant à aucun paiement anticipé.
3. **de rejet** de la prestation.

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, compte tenu de la nature des prestations, **il ne peut être prononcé d'ajournement pour les prestations** : l'absence des agents du titulaire, ou le retard dans la remise des documents entraîne les pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, **l'admission des prestations** par le prescripteur est prononcée dans un délai **de trente (30) jours calendaires**, à compter de la fin de leur exécution. Au-delà de ce délai, les prestations sont admises, de fait.

Le montant des réfections est proportionnel à l'importance des imperfections constatées.

En cas de non-intervention, la réfaction pour l'absence de service fait donne lieu à une réfaction proportionnelle au nombre de jours pendant lesquels les prestations n'ont pas eu lieu.

Son montant est déterminé selon la formule suivante :

$$R = (J / \text{Nombre d'interventions planifiées}) \times M$$

R : montant de la réfaction
J : nombre de jours pendant lesquels le prestataire n'est pas intervenu
M : montant facturé pour toutes les interventions

L'application d'une réfaction est indépendante de la mise en œuvre des pénalités prévues au présent CCAP.

Le prescripteur informe le titulaire du projet de réfaction par courriel qui sera mis à même de présenter ses observations dans le cadre prévu à l'article 30.3 du CCAG-FCS.

Enfin, en cas de rejet des prestations, par dérogation à l'article 30.4 du CCAG-FCS, compte tenu de la nature des prestations, le titulaire ne pourra exécuter à nouveau la prestation prévue : l'absence des agents du titulaire aux jours indiqués, entraîne les pénalités prévues à l'article 18.

12.4 Obligations du titulaire

12.4.1 Obligations légales concernant les conditions d'exercice des activités de sûreté et de sécurité

L'activité de sûreté et de sécurité est régie par le code de la sécurité intérieure.

Le titulaire doit respecter les obligations prévues par ce code et notamment, mais sans exhaustivité :

- l'article L. 612-1 : condition d'exercice ;
- les articles L. 612-6, L. 612-7 : normes et validités de l'agrément ;
- les articles L. 612-19, L. 622-20 et L. 622-20-1 : possession et validité de carte professionnelle des agents.

Le titulaire étant un spécialiste, il est réputé connaître l'ensemble des textes régissant la profession et doit le cas échéant prendre en compte toutes nouvelles normes, qui apparaîtraient au cours de l'exécution du contrat, à la place de celles citées postérieurement à l'émission du présent document.

12.4.2 Obligations de conseil

Le titulaire est tenu de **signaler au représentant du pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations dont il a la charge.**

Lorsqu'au cours de ses interventions, il constate des anomalies, dysfonctionnements ou des dangers potentiels résultant de l'exécution des prestations, le titulaire doit en alerter le prescripteur, sans délai par tout moyen approprié, et le conseiller sur les modalités à mettre en œuvre pour corriger les anomalies ou faire cesser les dangers constatés.

L'alerte est confirmée par un rapport écrit précisant les risques et menaces et proposant des actions pour les réduire.

12.4.3 Obligations d'information

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de son/ses établissement(s) pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

En particulier, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, il est notamment tenu de notifier sans délai, au BRA et au prescripteur, les modifications relatives à sa situation juridique ou économique survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, lorsqu'elles qu'elles se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire néglige de se conformer à cette obligation, le représentant du pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs de l'accord-cadre.

12.4.4 Obligations de sécurité

Les personnels du titulaire sont soumis pendant l'exécution des prestations aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration et doivent respecter les consignes de sécurité.

Le titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble de ces obligations par son personnel, et le cas échéant par les autres opérateurs économiques et leurs personnels intervenant de son fait au titre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire transmet, **avec un préavis minimal d'une (1) semaine**, la liste nominative des agents qui doivent intervenir sur le site dans le cadre de ses prestations.

Cette liste est soumise au prescripteur, qui est susceptible d'effectuer les contrôles permis par la réglementation.

Compte-tenu de la nature des prestations, celui-ci se réserve d'écarter un ou plusieurs des agents proposés, conformément à l'article 12.2.3 du présent CCAP.

Les remplacements inopinés (maladie, etc...) sont effectués par des agents ayant déjà été agréé par le prescripteur.

Dans le cas de prestations ponctuelles, lorsque le délai entre l'émission du bon de commande et le début de l'intervention demandée **est inférieur à dix (10) jours**, le titulaire choisit parmi les agents déjà agréé celui ou ceux qui seront chargés de l'exécution de la prestation ponctuelle.

Il communique leurs identités au prescripteur. En cas de non-communication, l'accès aux bâtiments pourra être refusé.

12.4.5 Obligations de confidentialité et de secret professionnel

Le titulaire s'engage à conserver secrètes et à ne pas divulguer les informations et documents présentant un caractère confidentiel, qu'il aurait pu recueillir, obtenir ou dont il aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations, les données, les fichiers, décisions ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le représentant du pouvoir adjudicateur ou le prescripteur est propriétaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le représentant du pouvoir adjudicateur ou le prescripteur.

Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au présent accord-cadre.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que le titulaire aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre de son intervention pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de sa part.

En revanche, le regroupement de ces informations, leur mise en forme ou leur analyse entrent dans le champ de l'engagement.

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le prescripteur s'engagent pour leur part à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

La méconnaissance de ces dispositions est considérée comme une faute de nature à conduire le représentant du pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire, au titre de l'article 1384 du Code civil et des sanctions pénales éventuellement encourues.

Cette obligation ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

12.4.6 Obligation de respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

12.4.7 Obligation de signalement des troubles à l'ordre public au sein des locaux de la préfecture ainsi que de respect des principes de neutralité et de laïcité pour les personnels du titulaire

Le titulaire est tenu de signaler sans délai au prescripteur toute situation constitutive d'un trouble à l'ordre public au sein des locaux.

Le titulaire, conformément à l'article 1 II de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, veille à ce que ses personnels, lorsqu'ils participent à l'exécution des prestations, respectent les principes de laïcité et de neutralité au sein des locaux de la préfecture.

Le non-respect des éléments ci-dessus peut amener à une demande de remplacement d'un personnel du titulaire sur le fondement de l'article 12.2.3 du présent CCAP.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne morale ou physique à laquelle il confie pour partie l'exécution des prestations s'assure du respect de ces obligations.

12.4.8 Obligation de revue financière et horaire de l'accord-cadre

Chaque année, à la date anniversaire de début d'exécution des prestations de l'accord-cadre **et au plus tard, dix (10) jours après celle-ci**, le titulaire est tenu de fournir au BRA un bilan d'activité sous forme de tableur (en version dématérialisée, sous format .xls), comprenant :

- l'angle d'analyse de la prestation commandée (financier et horaire) ;
- la nature de la prestation commandée (récurrente ou ponctuelle) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date du bon de commande ;
- l'objet du bon de commande ;

- le bâtiment pour lequel une commande a été demandée (selon la désignation figurant à l'article 1 du CCAP) ;
- l'adresse du bâtiment ou la prestation est commandée ;
- la désignation des agents réalisant les prestations commandées (chef d'équipe, chef de site, agent de surveillance, etc...) ;
- la qualification des agents réalisant les prestations commandées (SIAPP1, SIAPP2, SIAPP3, etc...) ;
- la répartition journalière des prestations commandées (lundi au samedi, dimanche, jour férié) ;
- la répartition horaire des prestations commandées (selon la dichotomie diurne-nocturne / jour-nuit de l'annexe financière jointe avec l'ATTRI1) ;
- le nombre de jours sur lesquels des prestations ont été commandés ;
- Le nombre d'heures réalisées par les agents dans le cadre des prestations commandées ;
- le montant HT du bon de commande ;
- le montant TTC du bon de commande ;
- le numéro de la facture ;
- la date de la facture ;
- le montant HT de la facture ;
- le montant TTC de la facture ;

Cette revue revêt un caractère obligatoire et pourra donner lieu à l'application de pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP si le titulaire ne se conforme pas à ses engagements dans les délais impartis.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être amenée à évoluer à la demande du BRA. Le tableur fera l'objet d'un retraitement par le BRA afin de permettre l'exploitation des données brutes.

Le titulaire alertera le BRA et le prescripteur lorsque le montant des bons de commande **atteindra 85 % du montant maximum de l'accord-cadre.**

En outre, le titulaire pourra être amené à produire un état de la consommation à date, à la demande du BRA, dans un délai maximal **de dix (10) jours à compter de cette demande.**

Un modèle de tableur de revue sera adressé au titulaire par le BRA, au plus tard, **un (1) mois après la notification de l'accord-cadre.**

12.4.9 Suivi des prestations

Outre les réunions que le prescripteur pourra solliciter auprès du titulaire, conformément à l'article 4.2.2 du CCTP, **le BRA pourra demander une ou des réunions avec le titulaire, en présence ou non du prescripteur.**

Le but est de faciliter l'exécution de l'accord cadre en ce qui concerne des thématiques en lien avec le positionnement du BRA en tant que bureau de

soutien d'un service traitant des achats et des finances : actes modificatifs, révisions de prix, suivi de la mise en œuvre de la clause environnementale, sociale (article 14 et 15 du présent CCAP).

Cette énumération n'est pas limitative.

Il revient au prescripteur de suivre l'exécution de l'accord-cadre pour les engagements qu'ils ordonnent.

Le prescripteur peut demander au titulaire de leur fournir, mensuellement, trimestriellement, semestriellement, un état des prestations réalisées.

ARTICLE 13 - REPRISE DU PERSONNEL

Conformément à la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 et ses avenants, notamment l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 05 mars 2002 relatif à la reprise du personnel, les règles de cette dernière sont applicables au présent accord-cadre, **le titulaire devra reprendre le personnel de l'entreprise sortante répondant aux exigences des articles 2.2 et suivants de l'avenant sus visé.**

La liste du personnel soumis à reprise est jointe au présent dossier de consultation des entreprises.

Le représentant du pouvoir adjudicateur n'est pas l'auteur de la liste de reprise du personnel et ne dispose d'aucun moyen permettant de contrôler la véracité des éléments communiqués.

Dès lors, les informations transmises ne peuvent engager sa responsabilité.

Le titulaire du présent accord-cadre devra transmettre les informations concernant la reprise du personnel pour le renouvellement de celui-ci **six (6) mois avant la fin de l'accord-cadre selon le modèle en annexe I du CCAP.**

A défaut le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Cette information pourra être réactualisée par le titulaire à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur lors de la période de passation du marché.

Les éléments transmis par le titulaire ne doivent en aucun cas comporter de données à caractère personnel et doivent être transmis sous format Excel.

ARTICLE 14 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Pour rappel, le mémoire technique, et plus particulièrement son volet environnemental, engage le titulaire durant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire doit **prendre systématiquement et de façon prioritaire des mesures visant à prévenir la production de déchets des tenues vestimentaires.**

Il en assure la gestion la plus exemplaire possible.

À ce titre, le titulaire (ainsi que ses éventuels sous-traitants) assure **le traitement des tenues vestimentaires devenues des déchets (TLC) dans les conditions définies par la réglementation en vigueur relative à la responsabilité élargie du producteur (REP)**, selon la hiérarchie des modes de traitement décrite à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Les déchets créés par les prestations objet du marché sont traités par les soins du titulaire et sont techniquement et financièrement à sa charge, notamment en ce qui concerne les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et d'évacuation vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire évacue ses déchets, sans possibilité de les stocker dans les bâtiments du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire communique, annuellement, **à la date anniversaire de début d'exécution des prestations, un état des déchets collectés dans le cadre de cette obligation.**

Ce bilan précise la typologie de déchets concernés et, pour chaque typologie, les types de traitement appliqués.

Il conserve une traçabilité des traitements qu'il effectue, et met à disposition les bordereaux de suivis avec le bilan annuel au BRA.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des traitements, le titulaire se voit appliquer, **après mise en demeure restée infructueuse**, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 18 du présent CCAP.

A défaut de transmission de ce bilan, **après mise en demeure restée infructueuse**, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

ARTICLE 15 - CLAUSE SOCIALE

Dans une volonté de mise en avant des considérations sociales, il est fait application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère sociaux portant sur l'égalité femme-homme et la lutte contre les discriminations.

Au sein du secteur de la sécurité privée, le rapport de branche d'octobre 2023, pour l'année 2022 publiés par l'Observatoire des métiers de ce secteur met en avant que les effectifs masculins restent largement majoritaires au sein des entreprises de la branche (**douze-mille-deux-cent-quarante-cinq - 12 245 entreprises**) avec **quatre-vingt-six pour cent (86 %) des salariés présents fin 2022**.

Le taux de féminisation stagne depuis plusieurs années à **quatorze pour cent (14%)**.

Le Ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer, quant à lui, s'est vu décerné pour la deuxième fois par l'AFNOR, les labels « Egalité et Diversité ».

Ces certifications attestent des dispositifs mis en place en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, de prévention des discriminations et d'égalité des chances pour promouvoir la diversité.

Elles concernent la totalité des périmètres du secrétariat général, de la police et gendarmerie nationale, pour l'ensemble des services d'administration centrale et des services déconcentrés, y compris la préfecture de région d'Île-de-France et de Paris.

La préfecture de région d'Île-de-France et de Paris entend de ce fait mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Elle s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines.

Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, la préfecture de région d'Île-de-France s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par la préfecture de région Île-de-France et de Paris et **fourni en annexe II du présent CCAP.**

Le questionnaire renseigné est transmis au BRA, **au plus tard un (1) mois suivant la date de début d'exécution des prestations du marché par le titulaire.**

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire **s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de début d'exécution des prestations de l'accord-cadre.**

Le BRA compare la situation décrite à celle présentée initialement et s'assure de son actualisation par le titulaire.

A défaut de transmission de ce questionnaire, et après avoir été mis en demeure d'y remédier, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

ARTICLE 16 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE

16.1 Forme des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix :

- **Forfaitaire** pour les **prestations récurrentes** comprenant la surveillance et le gardiennage permanent des bâtiments décrits au CCTP ;
- **Unitaire** pour les **prestations ponctuelles** destinées à assurer des renforts, à l'occasion de manifestations, ou autres circonstances prévues au CCTP.

Le mois d'établissement des prix est le **mois de la date limite de remise des offres** prévue au règlement de la consultation ayant conduit à la passation du présent accord-cadre.

Ce mois est appelé **mois zéro (M₀)**.

Les prix de l'accord-cadre sont établis en euros (€) et hors taxes (HT).

La TVA sera appliquée au taux légal en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

16.2 Contenu des prix

L'ensemble des prix de l'accord-cadre figure dans **l'annexe financière à l'acte d'engagement**.

Le titulaire s'engage à fournir au prescripteur et/ou au BRA sur simple demande de leur part, tous les renseignements sur les éléments techniques et comptables du prix de revient des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

Les prix sont réputés inclure toute les sujétions nécessaires aux prestations de sûreté et de sécurité dans le cadre du présent accord-cadre, notamment :

- tous les frais annexes et les matériels nécessaires dues par le titulaire pour l'exécution des prestations (matériels, véhicules, main d'œuvre, frais de reprise de personnels, frais de structure, etc...) ;
- le suivi commercial ainsi que les frais administratifs ;
- les coûts inhérents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, comme les frais de déplacement et de restauration des personnels pour les interventions au sein des bâtiments ;
- tous les frais résultant de sujétions qui ne sont pas explicitement exclus de la responsabilité du titulaire (réunions nécessaires pour l'exécution de l'accord-cadre) ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité, y compris dans l'hypothèse où un nouveau bâtiment est intégré dans le périmètre de l'accord-cadre en cours d'exécution.

16.3 Révision des prix

16.3.1 Périodicité de la révision

Les prix établis sur la base des **conditions économiques en vigueur au mois M₀** de la date de remise des offres sont fermes pendant **les vingt-quatre (24) premiers mois suivant le début d'exécution des prestations de l'accord-cadre**.

En application de l'article R. 2112-13 du Code de la commande publique, **les prix sont révisibles annuellement à cette date, à l'issue de cette période ferme**.

Les prix révisés sont **effectifs à chaque date anniversaire de début d'exécution des prestations, pour une durée d'un (1) an.**

16.3.2 Modalité de calcul de la révision

La révision annuelle est réalisée en appliquant à chacun des prix de l'annexe financière, le coefficient calculé selon la formule suivante :

$$P = P_0 * [0,40 + 0,60 * \{0,85 * (ICHT-N/ICHT-N_0) + 0,15 * (FSD3/FSD3_0)\}]$$

Dans laquelle :

- P : prix révisé.
- P₀ : prix du titulaire au mois zéro.
- ICHT-N : **dernier indice connu publié** par le Moniteur des travaux publics ([le moniteur.fr](http://le.moniteur.fr)), **le mois précédent la date anniversaire de début d'exécution des prestations l'accord-cadre**, relatif aux coûts horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008.
- ICHT-N₀ : **valeur au mois zéro de l'indice publié** par le Moniteur des travaux publics ([le moniteur.fr](http://le.moniteur.fr)), relatif aux coûts horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008.
- FSD3 : **dernier indice connu publié** par le Moniteur des travaux publics ([le moniteur.fr](http://le.moniteur.fr)), **le mois précédent la date anniversaire de début d'exécution des prestations de l'accord-cadre**, relatif aux « Frais et services divers – modèle de référence n°3 ».
- FSD3₀ : **valeur au mois zéro de l'indice publié** par le Moniteur des travaux publics ([le moniteur.fr](http://le.moniteur.fr)), aux « Frais et services divers – modèle de référence n°3 ».

16.3.3 Règle d'arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, **les calculs intermédiaires et finaux seront arrondis au millième supérieur.**

Les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise **entre zéro (0) et quatre (4)** (ces valeurs incluses), **la troisième (3^{ème}) décimale est arrondie par défaut ;**
- si la quatrième décimale est comprise **entre cinq (5) et neuf (9)** (ces valeurs incluses), **la troisième (3^{ème}) décimale est arrondie par excès.**

16.3.4 Modalités pratiques

Dans le cours du mois précédant la date anniversaire de début d'exécution des prestations de l'accord-cadre, le titulaire saisit le BRA par tout moyen

écrit permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Le calcul de la révision des prix incombe exclusivement au BRA, qui notifiera la valeur du coefficient de révision au titulaire (ainsi que le détail de la formule utilisée pour y parvenir, la valeur et la date des indices utilisées pour son calcul) avec l'annexe financière faisant apparaître les prix du mois zéro et les prix révisés de l'année N, sous format de tableur informatique.

Le titulaire doit saisir le BRA d'une demande de révision de prix avant la date anniversaire de début d'exécution des prestations précisée à l'article 5 du présent CCAP, sous peine de forclusion (il n'y a pas de révision de prix jusqu'au prochain anniversaire).

En cas de désaccord sur les prix révisés entre le titulaire et le BRA, des échanges seront engagés afin de résoudre ce blocage.

Toutefois, à défaut d'un accord, **la veille de la date anniversaire du début d'exécution des prestations de l'accord-cadre**, ce sont les prix révisés par le BRA qui s'appliquent.

16.3.5 Clause butoir

Dans le cas où la révision des prix entraînerait **une hausse supérieure à quinze pour cent (15 %)** au cours d'une année d'exécution de l'accord-cadre, **le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation à quinze pour cent (15 %).**

16.3.6 Clause de sauvegarde

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché, **dans le cas où la hausse des prix excède vingt pour cent (20 %) après application de la formule de révision des prix.**

ARTICLE 17 - MODALITÉS FINANCIÈRES

17.1 Modalité de facturation

Le paiement est effectué **sur facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par le prescripteur.**

Le paiement des factures est effectué conformément aux dispositions prévues par le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Le prescripteur est responsable du règlement des factures relatives à l'exécution du présent accord-cadre en qualité de service ordonnateur.

Le titulaire (ou leurs sous-traitants, le cas échéant, conformément aux articles L. 2193-10 à L. 2193-13 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique) adresse au comptable assignataire une demande de paiement, sous la forme d'une facture, après service fait, rédigée en français et comportant les mentions suivantes :

- ☐ La date d'émission de la facture ;
- ☐ La numérotation de la facture selon le référentiel du titulaire ;
- ☐ La date de la prestation ;
- ☐ L'identité de l'émetteur (le titulaire, SIRET compris) ;
- ☐ L'identité du destinataire (le service ordonnateur) ;
- ☐ le code du service exécutant,
- ☐ Le numéro de l'accord-cadre correspondant à son numéro d'engagement juridique, et sa date de notification ;
- ☐ Le cas échéant, le numéro du bon de commande correspondant à son numéro d'engagement juridique ;
- ☐ le numéro de compte bancaire du titulaire ;
- ☐ Le numéro d'identification à la TVA ;
- ☐ La désignation de l'objet ou des objets de la prestation, conformément aux annexes financières de l'acte d'engagement, quantités comprises ;
- ☐ Le taux de TVA légalement applicable ;
- ☐ Le montant total en euros de la TVA correspondante ;
- ☐ La somme totale à payer en euros, hors taxe et toutes taxes comprises ;
- ☐ Le délai de paiement ;
- ☐ l'intérêt moratoire applicable en cas de non-respect du délai de paiement ;
- ☐ la mention de l'indemnité forfaitaire en euros, en cas de retard de paiement.

Pour les prestations forfaitaires, la facture est établie à **chaque terme d'un mois civil, pour les prestations effectuées le mois précédent**.

Le montant des prestations ponctuelles ayant fait l'objet de bons de commande préalables est porté, **sur une facture spécifique, après service fait**, distincte de celle relative aux prestations forfaitaires.

La fréquence et le terme de la facturation des prestations peuvent faire l'objet de précisions ultérieures par le prescripteur.

Si un titulaire (ou un sous-traitant) est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, ses facturations sont établies hors TVA. Il demande à l'administration fiscale française la communication d'un numéro d'identification.

Le montant de l'avance versée et les réfections sont déduites, le cas échéants du montant de la facture qui fait apparaître la valeur totale des prestations réalisées.

Les frais de facturation sont inclus dans le prix de l'accord-cadre.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances publiques de la région d'Île-de-France et du département de Paris :

Direction Régionale des Finances Publiques d'Île-de-France et du département de Paris, site Notre-Dame des Victoires, 16 rue Notre-Dame des Victoires CS 30225, 75081 Paris Cedex 02

17.1.1 Acomptes

La périodicité des acomptes pour les prestations forfaitaires **est fixée à un (1) mois.**

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R. 2191-21 et suivants du code de la commande publique.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le montant de chacun des acomptes est égal au douzième du montant forfaitaire annuel.

Dans l'hypothèse où un complément de forfait est demandé via un bon de commande rectificatif ou supplémentaire, le montant de l'acompte qui en résultera sera calculé au prorata de la période annuelle restante, soit sur une facturation en parallèle de la principale, soit directement intégrée dans celle-ci, selon le choix qui aura été convenu entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

17.1.2 Avances

En application des articles R. 2191-16 à R. 2191-19 du CCP, pour l'exécution de **chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante-mille euros hors taxes (50 000 € HT), une avance peut être versée au titulaire.**

Le montant de l'avance varie selon la durée de chaque bon de commande :

- si la durée d'exécution du bon de commande **est supérieure à deux (2) mois et inférieure ou égale à douze (12) mois**, le montant de l'avance

est fixé à un **montant compris entre cinq pour cent (5 %) et trente pour cent (30 %) du montant TTC** du bon de commande en cause, ce taux est porté à **vingt pour cent (20 %) minimum** si le bon de commande est émis par l'Etat à destination d'une PME ;

- si la durée d'exécution du bon de commande est **supérieure à douze (12) mois**, le montant de l'avance s'élève à un **montant compris entre cinq pour cent (5 %) et trente pour cent (30 %) de la somme égale à douze (12) fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois**, ce taux est porté à **vingt pour cent (20%) minimum** si le bon de commande est émis par l'Etat à destination d'une PME.

Lors de la reconduction du contrat, une avance du même montant est versée au titulaire pour chaque reconduction.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

17.2 Transmission électronique des factures

Conformément aux articles L. 2192-1, D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que les éventuels sous-traitants du présent accord-cadre admis au paiement direct, doivent transmettre les factures de leurs bons de commande sous format électronique.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le représentant du pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer

La transmission s'effectue au moyen du portail de facturation Chorus Pro, accessible gratuitement via le lien internet suivant :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire a le choix de saisir directement leurs factures sur le portail, ou de déposer leur facture en format .pdf.

Pour l'émission de factures en nombre important, la transmission peut s'effectuer en échange de données informatisé (EDI).

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

17.3 Délai de paiement des prestations

En application des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur **dispose d'un délai de paiement de trente (30) jours à compter de la date à laquelle ils réceptionnent la demande de paiement des titulaires ou de leurs sous-traitants.**

17.4 Intérêts moratoires

Conformément aux articles L. 2192-12 et R. 2192-31 et suivants du Code de la commande publique, **le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au titulaire qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le représentant du pouvoir adjudicateur à l'expiration du délai de paiement.**

Dès le lendemain de l'expiration de ce délai, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire, court de plein droit et sans aucune formalité, jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, **majoré de huit (8) points de pourcentage.**

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire **de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.**

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans **un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.**

17.5 Retenue de garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, **il n'y a pas de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre mais le titulaire est tenu de réparer les dommages qu'il cause** sur le fondement des articles 5.4.2, 5.6 et 5.7.1 du CCTP ainsi que de l'article 8 du CCAG-FCS.

17.6 Cession et nantissement

A la demande du titulaire, il sera établi un certificat de cessibilité de créance(s) en application des articles L. 2191-8, R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

17.7 Paiement par carte d'achat

À la demande du prescripteur et par commun accord avec le titulaire, la carte d'achat de niveau 3 peut servir à l'exécution des prestations résultant de la mise en œuvre du présent accord-cadre, conformément au décret n° 2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par carte d'achat.

Néanmoins, une fois mise en œuvre, le prescripteur peut refuser ou suspendre à tout moment l'exécution du présent accord-cadre par carte d'achat.

Le niveau 3 de carte d'achat permet la dématérialisation de la chaîne d'achat, de la commande au paiement.

Elle permet d'organiser le transfert de fonds correspondant aux prestations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre, sur le compte bancaire du titulaire ou sous-traitant **dans un délai n'excédant pas dix (10) jours**.

Ce transfert de fonds est réalisé par l'établissement bancaire émetteur de la carte.

La mise en œuvre de la carte d'achat de niveau 3, implique pour le prescripteur l'ouverture de programme auprès de l'émetteur et la désignation nominative d'un de ses agents porteur de la carte d'achats et responsable d'une ligne de trésorerie du programme.

Elle nécessite un contrôle de gestion spécifique du prescripteur.

Les créances nées d'une exécution par carte d'achat sont portées mensuellement sur un relevé d'opérations (ROB) établi par l'émetteur, faisant foi des transferts de fonds de l'émetteur à l'accepteur.

Ce ROB appui la demande de paiement de l'émetteur à l'entité publique.

ARTICLE 18 – PÉNALITES

Il est précisé que, préalablement à l'application de pénalités, **la voie amiable est systématiquement recherchée**.

Les pénalités sont des **sommes forfaitaires dues par le titulaire lorsqu'il n'a pas respecté une obligation contractuelle envers le représentant du pouvoir adjudicateur**. Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire (il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement des dites pénalités) et sont cumulables entre elles.

Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire ou d'intenter toute action à l'encontre des titulaires en cas de défaillance altérant la continuité des services.

Quelles que soient les pénalités auxquelles le titulaire est soumis, il met un terme à ses défaillances dans les meilleurs délais.

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard et pour indisponibilité ne sont pas applicables au présent accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

En application de l'article 14.1.2 et par dérogation de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS :

- le plafond du montant des pénalités est établi à **dix pour cent (10 %) du montant total HT de l'accord-cadre** ;
- le titulaire est exonéré des pénalités dont **le montant total ne dépasse pas cinq cent (500 € HT) par trimestre**.

Le décompte de celles-ci sont notifiées au titulaire à mesure que leurs faits générateurs sont constatés par le prescripteur ou le BRA (en ce qui les concernent).

Le régime de pénalités est décrit à **l'annexe III du présent CCAP**.

ARTICLE 19 - ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

19.1 Assurance

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS-FCS, **le titulaire ainsi que les cotraitants et sous-traitants éventuels désignés dans l'accord-cadre assume la**

responsabilité des dommages que l'exécution des prestations à sa charge peuvent engendrer sur son personnel, les agents de la préfecture de région d'Île-de-France et de Paris, ses biens propres ou ceux appartenant à la préfecture ou à des tiers.

Dans un délai de **quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution**, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés par son action lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre (attestation entres autres).

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, au BRA, **à chaque date d'anniversaire de début d'exécution des prestations ou à tout moment durant l'exécution du marché dans les quinze (15) jours à compter de la réception de la demande**, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le représentant du pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

19.2 Responsabilité

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

ARTICLE 20 - TRANSMISSION DES DOCUMENTS FISCAUX, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

20.1 Obligations sociales et fiscales

Dès l'attribution de l'accord-cadre, l'attributaire fournit au représentant du pouvoir adjudicateur l'ensemble des pièces exigées par le règlement de la consultation qui lui permettent de vérifier qu'il est à jour de ses obligations en matière fiscale et sociale.

A défaut de production de ces documents dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre ne peut être attribué au

candidat retenu et sera présenté au candidat classé en second et ainsi de suite le cas échéant en suivant l'ordre de la liste.

Une fois que l'accord-cadre leur a été notifié, les titulaires fournissent, en langue française, au BRA :

- **tous les six (6) mois**, conformément aux articles L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8221-1 et suivants, et D. 8222-7 du code du travail :
 - Un document mentionnant le numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ;
 - Une attestation de vigilance délivrée par l'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf), prouvant qu'ils respectent les règles en matière de lutte contre le travail dissimulé, conformément aux articles L. 8222-1 et suivants du code du travail.

Ce document mentionne :

- ✍ l'identification de l'entreprise (dénomination sociale, adresse du siège social, liste des établissements concernés avec leur numéro de SIRET) ;
- ✍ qu'elle est jour de ses obligations sociales pour **les six (6) derniers mois** ;
- ✍ le nombre de salariés employés ;
- ✍ le montant total des dernières rémunérations déclarées à l'Urssaf et les cotisations acquittées **au cours des six (6) derniers mois**.
 - La liste nominative des salariés étrangers assujettis à la possession d'une autorisation de travail, occupés pour la mise en œuvre des prestations de service prévues au présent accord-cadre, conformément aux articles L. 5221-5 et suivants du code du travail.
- **tous les ans** :
 - Un certificat fiscal délivré par le service des impôts, permettant de justifier de la régularité de leur situation fiscale ;
 - **Pour les entreprises de vingt (20) salariés ou plus**, une attestation de conformité à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés délivrée par l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph), conformément aux articles L. 5212-1 et suivants du code du travail ;
 - L'autorisation du CNAPS d'exercer pour la personne morale ainsi que l'agrément du CNAPS en sa qualité de dirigeant, gérant ou associé d'une entreprise privée de sécurité.

Dans le cas où un titulaire prendrait la forme d'un groupement d'entreprises, l'ensemble des cotraitants doivent fournir ces documents selon la fréquence indiquée et sous la responsabilité du mandataire.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par les titulaires sur la plateforme en ligne France Transfert, mise gratuitement à disposition, via l'adresser internet suivante :

<https://francetransfert.numerique.gouv.fr/upload>

Si un titulaire ne s'acquitte pas de ces formalités, une pénalité peut lui être appliquée **allant jusqu'à dix pour cent (10 %) du montant de l'accord-cadre**, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8221-1, L. 8221-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8271-1-2 du code du travail, de la situation irrégulière d'un titulaire au regard des formalités précitées, l'enjoint de cesser sans délai cette situation.

Le titulaire mis en demeure apporte la preuve au service qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

À défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et aux risques du titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur informe l'agent de contrôle auteur du signalement des suites données par le titulaire à l'injonction.

20.2 Communication du bilan d'émissions des gaz à effet de serre (BEGES)

En application de la circulaire n°6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé du titulaire, s'il est soumis à l'article L. 229-25 du code de l'environnement, de communiquer au BRA, si tout ou partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la consultation, leur BEGES et plan de transition associé (obligatoire pour les entreprises employant **cinq-cents (500)** personnes en France métropolitaine) dans un délai maximum **de six (6) mois après le début d'exécution des prestations de l'accord-cadre**.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Si le BEGES communiqué après notification de l'accord-cadre arrive à échéance durant l'exécution de l'accord-cadre, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire au BRA, au **plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial**.

À défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et aux risques du titulaire.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016

relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Le plan de transition est communiqué sur cette même page, toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce, ils indiquent au BRA le lien internet permettant d'accéder à ce document.

ARTICLE 21 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Sur le fondement des articles 38 à 45 du CCAG-FCS, le présent accord cadre peut être résilié avant l'achèvement de celui-ci par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les cas suivants :

- à la demande du titulaire pour des événements liés au marché ;
- en cas de faute du titulaire ;
- en raison de circonstances particulières ;
- pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire.

ARTICLE 22 – DISPOSITIONS DIVERSES

22.1 Forme des notifications et informations

Le représentant du pouvoir adjudicateur effectue les échanges nécessaires par la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur peut notifier au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

22.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

22.3 Engagement dans la démarche Relations fournisseurs achats responsables (RFAR)

La Préfecture de région Île-de-France et de Paris a obtenu le label « Relations fournisseurs et achats responsables » en novembre 2023 et est signataire de la charte Relations fournisseurs achats responsables.

À ce titre, elle souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer la Direction des Achats de l'Etat de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 : 2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

ARTICLE 23 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du CCP.

En application de l'article R. 2197-3 du code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, ils devront obligatoirement saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, rattaché au Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris dont les coordonnées sont les suivantes :

CCIRA
5, Rue Leblanc
75911 Paris Cedex 15
Tél : 01 82 52 42 72

Ressort territorial	Courriel :
Ville de Paris Val-de-Marne Seine-et-Marne	ccira@paris-idf.gouv.fr
Yvelines Hauts-de-Seine Val-d'Oise Essonne Seine-Saint-Denis	pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

ARTICLE 24 - LITIGES ET CONTENTIEUX

Dans l'hypothèse où le différend n'a pu être réglé à l'amiable, les parties peuvent saisir le juge administratif ou seul le droit français est applicable.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris à l'adresse suivante :

Tribunal administratif de Paris
 7 rue de Jouy
 75181 PARIS CEDEX 04
 Tél : 01 44 59 44 00
 Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 25 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les stipulations du présent accord-cadre dérogeant aux stipulations du CCAG FCS sont les suivantes :

Objet de la dérogation	Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
Début du délai d'exécution	5	13.1.1
Prolongation du délai d'exécution	12.2	13.3
Présence du titulaire lors des opérations de vérification	12.3.1	27.3
Admission	12.3.1	30.1
Ajournement	12.3.1	30.2
Rejet	12.3.1	30.4
Garantie	17.5	33
Pénalités	18	14, 14.1, 14.1.3 et 14.2

ANNEXE 1 – MODÈLE PORTANT SUR LA COMPOSITION DE LA MASSE SALARIALE SOUMISE A REPRISE FOURNIS PAR LE TITULAIRE SORTANT

Emploi						Contrat		Formations			Conditions de transférabilité	Nombre mensuel d'heures effectuées sur les 9 mois précédents			Ancienneté des personnels soumis à la reprise de personnel (Oui dans la colonne conditions de transférabilité)		Rémunération brute mensuelle correspondant au nombre d'heures travaillées sur le contrat		Primes mensuelles et avantages divers										Total annuel
Site	Agent	Qualification	Coefficient	Niveau	Échelon	Nature du contrat	Temps plein ou temps partiel	TFP-APS	SST	HOBO	Agents physiques ayant effectués plus de 50% de son temps de travail et au moins 900 heures dans le cadre du marché public, objet de la reprise de personnel au cours des 9 mois précédents	Dans l'entreprise	Dans le cadre du marché public en cours (900 heures)	Pourcentage du temps de travail sur le marché	Date d'entrée dans l'entreprise	Ancienneté dans l'entreprise (reprise à 100% pour une ancienneté de 4 ans et plus et à 85% arrondis à l'unité inférieure pour une ancienneté inférieure à 4 ans)	Taux horaire	Rémunération brute	Prime d'ancienneté	Prime d'habillement	Prime de nettoyage	Prime de panier	Prime de responsabilité	Prime de transport	Autres avantages (à préciser)	Total annuel (Hors charges)			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
	Agent 1																										- €		
	Agent 2																										- €		
	Agent 3																										- €		
	Agent 4																										- €		
	Agent 5																										- €		
	Agent 6																										- €		
	Agent 7																										- €		
	Agent 8																										- €		
	Agent 9																										- €		
	Agent 10																										- €		
	Agent 11																										- €		
	Agent 12																										- €		
	Agent 13																										- €		
	Agent 14																										- €		
	Agent 15																										- €		
	Agent 16																										- €		
	Agent 17																										- €		
	Agent 18																										- €		
	Agent 19																										- €		
	Agent 20																										- €		
	Agent 21																										- €		
	Agent 22																										- €		
	Agent 23																										- €		
	Agent 24																										- €		
	Agent 25																										- €		
MONTANT TOTAL ANNUEL DE LA MASSE SALARIALE SOUMISE A REPRISE																												- €	

ANNEXE 2 – QUESTIONNAIRE PORTANT SUR L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Référence et objet de la consultation	
Nom du titulaire	
Nom et coordonnées du responsable des ressources humaines (RRH)	
Nom et coordonnées du référent en entreprise (si différent du RRH)	

I. Promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes

1. Préciser, pour le personnel affecté à la réalisation du marché, la proportion :

___ % de femmes et ___ % d'hommes

2. Préciser, pour le personnel encadrant affecté à la réalisation du marché, la proportion :

___ % de femmes et ___ % d'hommes

3. Préciser la proportion de personnes, parmi les personnes affectées à l'exécution du marché, qui bénéficieront d'une formation de sensibilisation sur les stéréotypes, les préjugés et les comportements sexistes au travail :

___%

4. Préciser les écarts moyens de rémunération existant entre les femmes et les hommes pour les personnels affectés à la réalisation de la prestation.

Indiquer, le cas échéant, les actions mises en œuvre pour les réduire.

II. Prévention contre les discriminations

5. Êtes-vous engagés dans une démarche de prévention contre les discriminations et de promotion de la diversité ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Envisagé

6. Dans l'affirmative, comment cet engagement est-il formalisé ?

- ☐ Label
- ☐ Charte
- ☐ Accord (collectif ou individuel)
- ☐ Autre :

7. Quels sont les publics visés par vos actions, en interne à votre entreprise et dans vos relations extérieures ?

En interne à votre entreprise :

- ☐ Femmes
- ☐ Jeunes (moins de 25 ans)
- ☐ Seniors
- ☐ Personnes éloignées de l'emploi
- ☐ Autres :

Dans vos relations extérieures (fournisseurs, prestataires, sous-traitants, etc.) :

- ☐ Femmes
- ☐ Jeunes (moins de 25 ans)
- ☐ Seniors
- ☐ Personnes éloignées de l'emploi
- ☐ Autres :

8. Quel(s) levier(s) privilégiez-vous ?

- ☐ Formation
- ☐ Communication
- ☐ Recrutement
- ☐ Promotion
- ☐ Autre :

Pour quelle(s) raison(s) menez-vous ces actions ?

- ☐ Enjeu économique
- ☐ Amélioration de la gestion des RH
- ☐ Démarche de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE)
- ☐ Valorisation de l'image
- ☐ Autre :

ANNEXE 3 – TABLEAU DES PÉNALITÉS

TABLEAU DES PENALITES

**SGAMM / SGSO / BML / Section
Sécurité**

		Montant € HT	Montant II
DEFAUT DE CONTINUITE DE SERVICE / Pénalités cumulables si concernent plusieurs agents intervenants sur un même manquement	Absence ou Retard constaté entre 30 minutes et 1h	30,00 €	Par incident
	Absence ou Retard constaté pour un SSIAP 1 de plus d'1h, et pour toute nouvelle heure de retard entamée	50,00 €	Par heure
	Absence ou Retard constaté pour un SSIAP 2 de plus d'1h, et pour toute nouvelle heure de retard entamée	80,00 €	Par heure
	Absence ou Retard constaté pour un ADS de plus d'1h, et pour toute nouvelle heure de retard entamée	70,00 €	Par heure
	Défaut d'exécution de ronde (pour chaque ronde non exécutée ou absence de rapport de ronde non justifiée ou partiellement réalisée)	100,00 €	Par incident
	Abandon de poste (départ anticipé) / Non continuité de service	200,00 €	50,00 € / par heure entamée
DEFAUT DE RESPECT DES CONSIGNES / Pénalités applicables au dispositif global mis en place et cumulables suivant le nombre d'agent concerné par le manquement	Absence de consignes rédigées ou non-respect des consignes permanentes du site. <i>Sur la base des attentes exprimées par le bénéficiaire et formalisées par le titulaire</i>	100,00 €	Par demande
	Non soumission du remplaçant à l'approbation du prescripteur dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la demande ou de la proposition de remplacement	100,00 €	Par non soumission
	Non remplacement des intervenants dans un délai maximal de quarante-huit (48) heures à compter de l'approbation du prescripteur	100,00 €	Par non remplacement
	Non-respect du plan de prévention	1 000,00 €	Par manquement
	Intervention de personnel interdit sur site	2 000,00 €	Par service (Vacation)
	Intervention de personnel dépourvu d'habilitation conforme à la réglementation. <i>Habilitation = carte professionnelle</i>	2 000,00 €	Par service (Vacation)
	Défaut de réalisation des formations réglementaires. Non-respect des qualifications requises pour la tenue des postes. <i>Exemple : Mise en place d'un agent ADS à la place d'un SSIAP1 pour éviter une absence. Non substituable à une absence.</i>	1 000,00 €	Par service (Vacation)
	Défaut de réalisation des formations initiales sur le site (formation initiale d'un agent au poste et au site).	500,00 €	Par service (Vacation)
	Défaut de réalisation des contrôles des moyens concourant à la sécurité incendie <i>applicable uniquement si prestation prévue sur plusieurs mois.</i>	500,00 €	Par service (Vacation)
DEFAUT DE REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS / Pénalités applicables au dispositif global mis en place et non cumulable suivant le nombre d'agent concerné par le dysfonctionnement	Non remise de la liste du personnel dans les 10 jours suivant la date de démarrage des prestations récurrentes	100,00 €	Par jour de retard
	Absence ou retard dans la transmission des documents contractuels notamment dossiers individuels comprenant copies carte pro, diplômes et recyclage des formations des agents. <i>applicable uniquement si prestation prévue sur plusieurs mois.</i>	100,00 €	Par dossier et par jour de retard
	Non-actualisation de la liste du personnel.	100,00 €	Par dossier et par jour de retard
	Non communication du planning mensuel initial et/ou actualisé	100,00 €	Par jour de retard
	Non communication des rapports d'incidents graves et/ou urgents	200,00 €	Par jour de retard
DEFAUT DE MATERIELS ET DE TENUES	Non port d'une tenue de travail adaptée	100,00 €	Par incident
	Défaut de mise à disposition des accès à la main courante électronique une semaine après la demande	500,00 €	Par demande
	Défaut de fourniture ou dysfonctionnement d'équipement ou de moyens matériels à la charge du titulaire	100,00 €	Par incident et par jour
AUTRES MANQUEMENTS	Non-respect de la tenue des locaux du bénéficiaire par le titulaire. <i>Si nécessité de remise en état du site, elle sera à la charge du titulaire</i>	200,00 €	Par incident
	Non communication d'un rapport mensuel d'activité à J-3 ouvré de la réunion de suivi mensuelle	500,00 €	Par mois + 10% par jour de retard
	Non communication d'un rapport mensuel d'activité à J-3 ouvré de la réunion de suivi mensuelle	500,00 €	Par mois + 10% par jour de retard
	Non communication d'un rapport mensuel d'activité à J-3 ouvré de la réunion de suivi mensuelle	500,00 €	Par mois + 10% par jour de retard
	Non communication du questionnaire portant sur l'égalité femme-homme à la date anniversaire, après mise en demeure restée infructueuse	50,00 €	Par jour de retard
	Non communication du bilan sur l'action en faveur de la protection de l'environnement à la date anniversaire, après mise en demeure restée infructueuse	50,00 €	Par jour de retard
	Non production des éléments attestant la traçabilité des traitements pour l'action en faveur de la protection de l'environnement à la date anniversaire, après mise en demeure restée infructueuse	100,00 €	Par traitement
	Non transmission des informations relative à la revue financière et horaire de l'accord-cadre et au plus tard, dix (10) jours après celle-ci	50,00 €	Par jour de retard
	Non transmission des informations relative à la reprise des personnels 6 mois avant la fin de l'accord-cadre	50,00 €	Par jour de retard